



## LES FAITS MARQUANTS DE LA FNUF-3 MERCREDI 28 MAI 2003

Mercredi, les délégués se sont réunis, le matin, pour parachever le dialogue avec les diverses parties prenantes et pour traiter les questions communes ayant trait au thème de l'amélioration des politiques de coopération et de la coordination des programmes. L'après-midi, les délégués ont débattu d'une question de fond à l'ordre du jour, les propositions d'action des GIF/FIF, concernant la santé et la productivité forestière.

### LE DIALOGUE AVEC LES DIVERSES PARTIES PRENANTES

Le matin, le membre du Bureau, Conceição Ferreira (Portugal) a repris, et les délégués ont parachevé, le dialogue avec les diverses parties prenantes. L'ETHIOPIE a parlé des causes et des conséquences de la déforestation, et a appelé à une aide financière destinée à l'amélioration de la représentation des pays en développement dans les réunions futures. Le Secrétaire des PAYS A FAIBLE COUVERT FORESTIER (PFCF) a mis l'accent sur la tenue de sa réunion régionale constitutionnelle. Le délégué des ETATS-UNIS s'est félicité de la qualité du dialogue avec les diverses parties prenantes, mené au cours de cette session.

### L'AMELIORATION DE LA POLITIQUE DE COOPERATION ET DE LA COORDINATION DES PROGRAMMES

Pekka Patosaari, Coordinateur et Chef du Secrétariat du FNUF, a introduit la note du Secrétaire Général concernant l'amélioration des politiques de coopération et de la coordination des programmes (E/CN.18/2003/6). Il a fait état de la collaboration entre le FNUF et les conventions et institutions internationales disponibles, dressé la liste des partenariats régionaux, et souligné le rôle du Secrétariat du FNUF dans la facilitation des flux d'informations liées au secteur forestier.

Hosny El-Lakany, Président du Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF), a présenté un rapport sur l'état d'avancement des travaux du PCF (E/CN.18/2003/INF/1), mettant en relief l'élaboration d'un Livre Source sur le Financement de la GFD, la création d'un groupe de travail sur la rationalisation des rapports, et la réalisation de progrès dans l'harmonisation des définitions ayant trait au domaine forestier, depuis la FNUF-2.

Le Maroc, au nom du G-77/CHINE, appuyé par CUBA, le TOGO et la MALAISIE, a souligné le rôle des partenariats dans la réalisation de la GFD. Identifiant l'éradication de la pauvreté comme étant le défi le plus crucial à relever, le délégué a mis l'accent sur l'importance d'une synergie entre les membres du PCF, mais, avec la NOUVELLE ZELANDE, a mis en garde contre une "micro-gestion" de la coopération, sans résultats pratiques. Il a appelé à une amélioration du renforcement des capacités et du transfert des technologies, et a encouragé le FNUF à améliorer sa collaboration avec la Commission du Développement Durable (CDD). La Grèce, au nom de l'UE et les pays en voie d'accession, a appelé à l'amélioration de la diffusion des données disponibles, tel que le Livre Source du PCF sur le Financement de la GFD, à l'harmonisation des définitions ayant trait aux forêts, à la rationalisation de l'établissement des rapports, et à l'amélioration de la collaboration avec les diverses Conventions et organisations des

Nations Unies pertinentes. Le JAPON a requis des membres du PCF, d'éviter la duplication des efforts et a demandé à la Banque Mondiale, à la FAO et à d'autres membres du PCF, de faire avancer leurs travaux menés dans le cadre des Fonds Nationaux des Programmes Forestiers. Le SENEGAL a proposé la mise en place d'un fonds volontaire, avec la participation des pays en développement. L'INDE a souligné la nécessité de ressources financières pour asseoir une coopération efficace et a encouragé le PCF à assurer le suivi des résultats du Sommet Mondial pour le Développement Rural (SMDD), ayant trait aux partenariats. La CHINE a recommandé un renforcement des échanges d'informations et de la coordination entre la CDD, la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), la Convention sur la Lutte contre la Désertification, et avec diverses organisations internationales, telles que l'OMC, et une amélioration de la participation du public, dans le respect de la culture nationale et du niveau de développement des pays. L'IRAN a souligné le besoin d'un soutien technique en faveur des PFCF, et a recommandé que la FNUF-3 appelle les organisations internationales pertinentes, à traiter cette question.

CUBA a mis l'accent sur la connexion entre les forêts et la biodiversité, et a appelé à une coordination accrue entre le FNUF et la CDB. La NORVEGE a mis en exergue les liens entre les politiques forestières et l'allègement de la pauvreté, et a exhorté les membres du PCF à apporter leur assistance aux pays dans la facilitation de la certification volontaire, à soutenir les partenariats régionaux, et à renforcer la collaboration avec la CDB et la CDD. La MALAISIE a attiré l'attention sur l'analyse, de la CDB, des liens entre les approches basées sur l'écosystème et la GFD. Le délégué a indiqué que les partenariats régionaux doivent respecter les priorités politiques nationales. Le TOGO a déploré les disparités existant entre les pays quant aux progrès réalisés dans la mise en œuvre. La FINLANDE a souligné la nécessité de rattacher la GFD aux politiques visant la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, et l'égalité des sexes. Après s'être félicité des accomplissements du PCF, la représentante des ETATS-UNIS a encouragé ce dernier: à poursuivre ses travaux sur la question du financement avant la FNUF-4; à publier le Livre Source sur le Financement de la GFD; à explorer les opportunités offertes à travers le Fonds de Développement du Millénium; et à veiller à l'amélioration de l'interaction avec le nouveau Programme Forestier de la Banque Mondiale. Elle a également fait part de son appui à une proposition amendée, concernant les équipes de facilitation des évaluations régionales. Elle a souligné que ce sont les organisations membres du PCF qui doivent soutenir leur mise en œuvre.

L'AUSTRALIE a donné un aperçu sur les résultats des initiatives régionales, visant l'amélioration de la mise en application des propositions d'action des GIF/FIF, et a souligné la nécessité de déterminer les priorités de la mise en œuvre et de renforcer les liens intersectoriels, au niveau national.

La NOUVELLE ZELANDE s'est félicitée du Livre Source du PCF sur le Financement et a appelé à la poursuite des efforts du PCF visant un renforcement des synergies avec les divers organes pertinents. L'EGYPTE a remis en question l'efficacité du FNUF, compte tenu du fait que les pays en développement ne disposent souvent pas des moyens qu'il faut pour assister aux sessions du FNUF. L'UICN a souligné l'importance de l'éradication de la



pauvreté, comme étant un élément clé de la GFD, et a appelé à la présentation d'une évaluation des efforts de coopération à la FNUF-4.

### POINTS DIVERS

Dans le cadre de la rubrique Points Divers, le Co-ordonateur et Chef du Secrétariat du FNUF, Patosaari, a présenté un exposé sur les activités du Secrétariat et la situation du budget du FNUF. Il y a indiqué que les activités du Secrétariat ont englobé: l'organisation des réunions du bureau; la participation dans les réunions du PCF; la préparation de la documentation pour les sessions du FNUF; la production du bulletin d'information; et l'entretien du site sur la toile. Il a précisé que 983.000,00 dollars, provenant des contributions volontaires apportées aux Fonds Fiduciaire, sont disponibles, et a proposé de les utiliser pour aider les pays en développement à prendre part aux sessions du FNUF.

Le Maroc, au nom du G-77/CHINE, et le SENEGAL, ont fait part de leurs réserves concernant la faiblesse de la participation des pays en développement à la FNUF-3, et ont appelé à une aide pour le déplacement des délégations de ces pays, aux fins de s'assurer d'une représentation équitable. Le SENEGAL a déploré les retards accusés dans les déboursements des aides aux déplacements, et a demandé pourquoi les per diem ne sont couverts à la FNUF-3. Patosaari a répondu que la décision concernant ce sujet a été prise par l'Assemblée Générale et qu'elle est appliquée à l'ensemble des réunions des Nations Unies, laissant entendre que, toutefois, les donateurs ont la latitude de fournir des aides aux déplacements dans un cadre bilatéral.

### LA MISE EN APPLICATION DES PROPOSITIONS D'ACTION DES GIF/FIF ET DU PLAN D'ACTION DU FNUF

Tiina Vähänen (FAO) a parlé des progrès réalisés dans la mise en application des propositions d'action des GIF/FIF, ayant trait au thème de la santé et de la productivité des forêts (E/CN.18/2003/5). Mettant en exergue les programmes internationaux en cours visant à réduire la pollution atmosphérique, l'oratrice a appelé à une harmonisation des méthodes de suivi et d'établissement des rapports. Elle a souligné l'importance: des approches préventives dans le traitement des menaces émergentes, telles que les feux forestiers, les tempêtes destructrices, les changements climatiques et les nuisibles et les maladies; de la réduction de la dépendance des réactions *ad hoc* aux catastrophes; de l'atténuation des effets des changements climatiques; de la collaboration régionale; et, du suivi et du travail en réseau.

La Grèce, au nom de l'UE et des pays en voie d'accession, a réitéré l'engagement de l'UE à réduire les rejets atmosphériques polluants et les gaz à effet de serre, et a encouragé la ratification du Traité de Kyoto. Le délégué a appelé, par ailleurs, à une amélioration de la recherche sur le rôle des forêts en tant que puits de fixation du carbone et a mis en relief la menace posée par les espèces aliènes invasives et les feux de forêt.

Le Maroc, au nom du G-77/Chine, a recommandé que la FNUF-3 se doit, entre autres: d'accorder davantage d'attention aux facteurs mentionnés comme étant des thèmes émergents, qui sont plus important que la pollution atmosphérique dans nombre de pays; de renforcer le texte consacré aux moyens de mise en œuvre dans ses propositions d'action; et de refléter le fait que les pays en développement sont bien en train de fournir, dans la mesure de leurs capacités, des efforts substantiels pour le traitement de la pollution atmosphérique. L'INDONESIE et la CHINE ont parlé de leurs efforts dans le domaine de la restauration de la productivité des forêts. Le SENEGAL a appelé à une plus grande attention aux besoins et aux priorités des pays africains.

L'ARABIE SAOUDITE a appelé à une focalisation plutôt sur la prévention, que sur la reforestation, dans la gestion de la santé des forêts. La COLOMBIE a recommandé l'établissement d'un lien entre les stratégies de la CDB et les PFN, la mise en place de stratégies intégrées pour la restauration des écosystèmes, et la création de couloirs biologiques. La POLOGNE a souligné le besoin de traiter ensemble les questions de productivité et de santé des forêts, en se basant sur la GFD et sur les approches de l'écosystème. L'IRAN a parlé des mesures qualitatives et quantitatives prises à l'encontre de la dégradation des forêts, en Iran. L'EQUATEUR a mis en exergue l'impératif d'opérer un transfert de technologies écologiquement rationnelles et d'une approche scientifique intégrée pour l'évaluation des fonctions des forêts. Le GUATE-

MALA a souligné l'importance des approches préventives, de l'éducation et des échanges d'expériences à l'échelle internationale. L'INDE a affirmé que le rapport rattache, de manière un peu trop étroite, le concept de la santé des forêts à la pollution atmosphérique, et a appelé à une assistance internationale pour le renforcement des capacités nationales en matière de recherche. Le MEXIQUE a appelé à de plus amples renseignements sur les causes de la déforestation. Le CANADA a donné un aperçu sur ses accomplissements dans les approches basées sur l'écosystème, en matière de gestion forestière. La MALAISIE a requis des membres du PCF, l'initiation d'études sur les effets de la fumée, de la brume et des changements climatiques, sur les forêts. L'ARGENTINE a appelé à l'accroissement des efforts de recherche et a souligné son rôle dans la promotion de la coopération régionale et des actions nationales liées aux menaces émergentes. L'AUSTRALIE a déclaré que les initiatives régionales dans le domaine de la gestion des feux de forêts, doivent être secondaires aux programmes nationaux. Le PEROU a souligné les effets négatifs du réchauffement de la planète, sur la santé des forêts.

Le BRÉSIL, appuyé par CUBA, a fait remarquer que le rapport manque de focalisation sur les domaines du transfert des technologies, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources, et qu'il est biaisé en faveur des pays industrialisés, ignorant l'historique de leurs rejets de gaz. CUBA a déclaré que c'est dans les petits Etats insulaires tropicaux que sont éprouvés le plus, les effets des changements climatiques. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné la nécessité d'une meilleure compréhension des liens entre les questions du couvert, de la santé et de la productivité des forêts, et les considérations économiques, et a mis en relief les interconnexions écologiques entre les questions des espèces invasives et de santé et de productivité des forêts. Le JAPON a souligné le besoin d'améliorer les efforts en matière de suivi et les perspectives des mesures préventives, et a mis en exergue la mise en œuvre d'un programme bilatéral dans le domaine de la prévention des feux de forêt. La NOUVELLE ZELANDE a parlé du besoin de stratégies de bio-sécurité. La FRANCE a donné un aperçu sur les activités de son département gouvernemental chargé de la santé des forêts, mettant en relief sa réussite à rattacher le travail de diagnostic de l'état de santé des forêts, aux activités sur le terrain.

### DANS LES COULOIRS

Mercredi, les principales délégations ont été particulièrement occupées à dégager un compromis sur la question du groupe d'experts sur les paramètres, avant la consultation informelle de jeudi. Les bruits qui ont couru étaient centrés sur la proposition avancée par un pays industrialisé majeur et appelant à la création d'un groupe de travail restreint chargé de la planification du travail du groupe d'expert sur les paramètres, à composition non limitée, qui doit se réunir à l'issue de la FNUF-4. En dépit des pressions exercées par le Bureau pour la finalisation du sujet, jeudi, au plus tard, nombre de délégués ne se sont pas montrés très optimistes. Certains sont même allés jusqu'à douter que la raison pour laquelle la situation financière du FNUF a fait, mercredi, l'objet d'un examen, était de signaler à certains pays donateurs que la création du groupe d'experts sur les paramètres risque de coûter.

## A SUIVRE JEUDI ET VENDREDI

### JEUDI

**CONCERTATION NON OFFICIELLE SUR LES GROUPES D'EXPERTS SPECIAUX:** Cette consultation se réunira de 15h à 16h à Mission Suisse, pour la poursuite du débat, en vue de finaliser le cahier des charges des groupes d'experts spéciaux. La version consolidée du texte du Président sera disponible, jeudi, à partir de 13h.

### VENDREDI

**PLENIERE:** La FNUF-3 se réunira, de nouveau, de 10h à 13h pour débattre, entre autres, des aspects économiques des forêts et des initiatives régionales.

**CONSULTATIONS INFORMELLES SUR LA PROPOSITION AUSTRALIENNE:** La réunion informelle consacrée à l'examen de la proposition australienne, concernant les équipes de facilitation des évaluations régionales, aura lieu à partir de 10h, dans la Salle XVII.